Hon. Evelyne BUTOYI
Sénatrice, Circonscription de Bujumbura
Sénat de la République du Burundi
Twitter : @ButoyiEvelyne
E-mail : e.butoyi@senat.bi

Bujumbura, le 21 février 2017

A Son Excellence M. William Benjamin Mkapa
Ancien Président de la République Unie de Tanzanie
Facilitateur dans le Dialogue Interburundais
à
Dar-es-Salaam - Tanzanie

Objet : Lettre ouverte à SE William Benjamin Mkapa

Excellence Monsieur le Facilitateur,
L'honneur m'échoit de vous transmettre cette correspondance et vous en souhaite bonne réception. Je m'appelle Evelyne BUTOYI, burundaise, Sénatrice élue dans la circonscription de Bujumbura, et Députée du Parlement Panafricain. Mais c'est en ma qualité de burundaise et de mère éprise de paix et d'amour que je vous transmets cette lettre ouverte.

Excellence Monsieur le Facilitateur,
C'est une lettre ouverte, publique, parce que le dialogue que vous facilitez concerne tous les burundais, qu'ils soient de l'intérieur ou de la diaspora. En somme, je rends publique cette correspondance qui contient ma vision personnelle sur le processus de dialogue interburundais que les Chefs d'Etat de l'EAC ont eu l'amabilité de placer sous votre facilitation car je suis guidée par un esprit de transparence et d'ouverture.

Excellence Monsieur le Facilitateur,
Je suis consciente que vous vous donnez corps et âme pour que ce processus soit un succès. Je vous ai personnellement vu à l'œuvre à deux reprises, quand j'ai participé à la première et à la deuxième session de dialogue interburundais que vous avez organisées à Arusha en Tanzanie. Votre sagesse et vos conseils sont une bénédiction pour tout le peuple burundais. Toutefois, je vous écris pour attirer votre attention sur certains éléments qui ressortent de la dernière session de dialogue, tenue du 16 au 20 février 2017 à Arusha en Tanzanie. Vous avez invité des personnes reconnues comme étant derrière la perturbation de l'ordre public au Burundi, autour du processus électoral de 2015. Vous avez évoqué, d'une certaine manière, la possibilité de leur attribuer une immunité provisoire et une certaine opinion commence à parler d'un éventuel Gouvernement de transition.

Excellence Monsieur le Facilitateur,
En tant qu'élue du peuple et respectueuse des valeurs démocratiques, je m'inscris complètement en faux contre cette démarche. Pourtant, votre discours du mois de décembre 2016 était clair et limpide à ce propos, car vous disiez vous-mêmes que vous

n'irez pas jusqu'à inviter des hors-la-loi. Comme une personne qui suit de près la politique du Burundi et les interférences de certaines puissances de ce monde, je pressens que vous avez subi une grande pression. Cependant, pour l'intérêt d'une paix durable au Burundi, la démocratie et le choix du peuple doivent être respectés. Par ailleurs, je ne vois pas pourquoi une trentaine d'individus pourraient remplacer la volonté de dix millions de burundais. Ce dialogue devrait être rapatrié pour qu'il complète le processus intérieur sous l'égide de la Commission Nationale de Dialogue Interburundais, CNDI.

Excellence Monsieur le Facilitateur,
Parler d'immunité en ce moment reviendrait à promouvoir l'impunité. Nous, burundais, voulons quitter à jamais ce cycle de violence qui entoure toujours nos élections depuis l'Indépendance du Burundi. Si dans le passé nous avons opté à l'immunité provisoire comme solution pour mettre fin à une décennie de guerre civile, souvenez-vous que le pays était dans une longue période d'obscurité démocratique. Les mouvements rebelles se battaient contre une armée putschiste qui dirigeait le pays illégalement depuis 1993. Ce n'est donc pas aujourd'hui, au moment où le Burundi entame la dernière phase de la mise en œuvre des Accords d'Arusha qu'est la Commission Vérité et Réconciliation, que le Burundi rebrousserait chemin par la consécration d'une immunité provisoire à des fauteurs de troubles, dont les co-auteurs sont par ailleurs en train de purger leur peine en prison.

Excellence Monsieur le Facilitateur,
Ceux qui veulent que le Burundi soit en troubles ne ménagent aucun effort pour perturber la quiétude des burundais. Notre lutte est contre la pauvreté et contre tous ceux qui ne veulent pas reconnaître que le Peuple burundais est détenteur de sa souveraineté. Toutes les institutions sont en place, avec un Gouvernement respectueux du prescrit de la Constitution de la République du Burundi. Il est donc hors de question que ceux qui ont peur de la voie des élections ainsi que ceux qui ne veulent pas accepter le verdict des urnes assouvissent leur appétit de pouvoir sous prétexte qu'ils sont soutenus par l'Union Européenne ou quelques dirigeants de ce monde.

Excellence Monsieur le Facilitateur,
Pour clore mon propos, j'en appelle à votre conscience et à votre sagesse. Les burundais ont besoin de bâtir leur pays et ne doivent pas perdre leur temps à cause des personnes qui ne roulent que pour des intérêts sectaires et occultes. J'en appelle également à tous mes compatriotes pour qu'ils disent NON à la violation de leurs droits. Par conséquent, j'insiste pour que tout ce processus de dialogue soit rapatrié car, seuls des individus poursuivis par la loi ne veulent pas venir au Burundi. Sinon, ceux qui ne s'accusent de rien rentrent ou séjournent de temps en temps au Burundi. Je profite d'ailleurs de cette occasion pour les féliciter et encourager d'autres à rentrer, pour qu'ils apportent leur contribution à l'édification d'une Nation paisible et prospère

Hon. Evelyne BUTOYI
Sénatrice